

Unité Départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse

Bar-le-Duc, le 8 novembre 2024

Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS 70542
55 013 Bar-le-Duc Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY

BP 1
55 100 Dugny-Sur-Meuse

Références : DT/542-2024
Code AIOT : 0006205742

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 octobre 2024 dans l'établissement CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY implanté : BP1 – 55 100 Dugny-sur-Meuse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY
- BP1 – 55 100 Dugny-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006205742
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY exploite une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Dugny-sur-Meuse. Les matériaux extraits sur le site servent à alimenter les fours à chaux situés à proximité immédiate de cette dernière.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 3.5	Sans objet

2	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 3.5	Sans objet
4	Exploitation des fronts	Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 3.5	Sans objet
6	Vibrations	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 22.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas permis de relever d'écart majeur.

L'examen du rapport lié à la campagne de mesure des émissions sonores (août 2023) a montré un dépassement au niveau d'une zone à émergence réglementée (ZER2 : habitation isolée à proximité de la RD 34). Ce dépassement n'étant toutefois pas lié aux activités exercées sur le site, mais aux pics de circulation à certains horaires (cf. rapport ENCEM).

Des précisions sont par ailleurs attendues en ce qui concerne la procédure FR02.DP.34.004, relative à la mise en œuvre des explosifs et la sécurité du public.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Charge et mise en œuvre
Prescription contrôlée : L'emploi d'explosifs est autorisé sur le site. La charge unitaire par trou de matières explosives, qui est adaptée en tenant compte des contraintes géologiques et de la hauteur des fronts, est fixée au maximum à 130 kg. Les tirs de mines, qui ont lieu uniquement les jours ouvrables, sont réalisés, soit par une entreprise spécialisée, soit par une personne du site compétente et habilitée. [...]
Constats : Les deux plans de tir consultés lors de la visite (cf. point de contrôle n° 2) ont montré que la charge unitaire de 130 kg par trou était respectée (tir du 4 octobre 2024 : 63 kg/trou et tir du 22 octobre 2024 : 75 kg/trou). Les tirs de mines sont réalisés par du personnel du site disposant des habilitations et formations ad-hoc. Lors de la visite, le dossier de Monsieur Mickaël COURTIER a été consulté, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • l'habilitation individuelle délivrée par la Préfecture de la Meuse (5 janvier 2012), • le Certificat de Préposé au tir (4 octobre 2023), • le permis de tir (14 octobre 2024), • le dernier recyclage "explosifs" réalisé en août 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de tir
Prescription contrôlée : [...] <p>Avant chaque tir de mines, l'exploitant est tenu de rédiger un plan de tir. Celui-ci tient compte notamment du phasage d'exploitation, de la nature du gisement, de la géologie locale et des conditions météorologiques.</p> <p>Pour chaque tir, les informations suivantes sont enregistrées et conservées dans un registre :</p>

<ul style="list-style-type: none"> la charge totale, la charge unitaire, ainsi que les autres caractéristiques essentielles du tir (position, orientation, diamètre des trous de mine, conditions d'amorçage, composition des charges, etc.), la date et l'heure précise, <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen des deux plans de tir consultés lors du contrôle a montré que :</p> <ul style="list-style-type: none"> les documents ne disposaient pas d'une ligne dédiée à la charge unitaire par trou, la position du tir n'était pas mentionnée. <p>L'exploitant a précisé qu'il allait compléter l'information relative à la position du tir et faire évoluer son modèle pour y mentionner la charge unitaire. Il a d'ailleurs transmis le modèle modifié trois jours après la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Tirs de mines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public. Une procédure définit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> les consignes de sécurité à respecter, les conditions de surveillance du site, les moyens d'affichage dans l'environnement proche du site et sur les accès aux chemins de randonnée, les conditions d'avertissement des tiers présents dans le périmètre de l'exploitation avant la mise à feu, les modalités d'interdiction d'accès à la zone, pendant et après le tir.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rédigé une procédure dédiée à la mise en œuvre des explosifs et la sécurité du public (FR02.DP.34.004 - révision 7 du 1^{er} septembre 2023). Cette procédure, dont l'examen a été réalisé postérieurement à la date de visite, comporte la majorité des informations imposées par le présent article.</p> <p>Le document manque toutefois de précisions en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> les moyens d'affichage, notamment pour les chemins de randonnée, pour lesquels il est simplement précisé que le périmètre (zone dangereuse) peut être agrandi pour les intégrer, les modalités d'interdiction d'accès à la zone de tir (barrière, engin de chantier, etc.), puisque seule la présence de sentinelles au niveau des accès à fermer est évoquée.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'apporter des précisions dans la procédure FR02.DP.34.004 - révision 7 du 1^{er} septembre 2023, afin qu'elle intègre :</p> <ul style="list-style-type: none"> des informations en ce qui concerne les moyens d'affichage, notamment pour les chemins de randonnée, les modalités d'interdiction d'accès à la zone de tir (barrière, engin de chantier, etc.).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exploitation des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Fronts de 25 m
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitation sous la forme de 3 fronts de taille d'une hauteur de 25 m est conditionnée à la mise en œuvre des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réaliser des actions de sensibilisation des opérateurs aux risques de chute de blocs générés par le minage et la fracturation naturelle. Ces sensibilisations sont renouvelées aussi souvent que nécessaire, et notamment en cas d'évolution de la structure géologique des fronts (fracturation, inclusion argileuse, ...) ; • procéder à la purge des fronts actifs après chaque tir de mines, et visiter régulièrement les fronts (en exploitation ou non), afin de s'assurer de leur stabilité dans le temps. Des consignes de purge des fronts sont rédigées en ce sens ; • réaliser une visite du carreau supérieur après chaque tir de mines, en matérialisant les éventuelles zones instables identifiées ; • vérifier l'action des tirs de mines sur les fissures ouvertes dans la "dalle à huîtres" et procéder, en cas de besoin, à une mise en sécurité (par exemple : comblement) ; • réaliser les forages de minage en respectant une inclinaison minimum de 15° et une inclinaison maximum de 20° par rapport à la verticale ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la visite, il a été constaté que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réalise des actions régulières de sensibilisation aux risques ; la dernière en lien avec la mise en œuvre des explosifs ayant été effectuée en octobre 2023, • s'assure de la stabilité des fronts et dispose d'une consigne spécifique décrivant les modalités de purge des fronts de taille, • réalise une visite du carreau supérieur après un tir de mine, • réalise ses forages de minage selon un angle à 15° (cf. plans de tir). <p>En ce qui concerne la mise en sécurité d'éventuelles fissures ouvertes dans la "dalle à huître", bien que précisé oralement par l'exploitant, la mise en œuvre de cette mesure n'a pas pu être vérifiée lors du tir, car ce dernier était tiré sur le front opposé à celle-ci.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19 mai 2022, article 7.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit		
Prescription contrôlée :		
Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée(*).		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés

l'établissement)		
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

(*) : les zones à émergence réglementée sont les premières habitations situées sur les territoires des communes de Dugny-sur-Meuse et d'Ancemont.

L'exploitant fait procéder à une campagne de contrôle des niveaux sonores, dans les six mois qui suivent la notification du présent arrêté.

[...]

Constats :

Lors de la visite, le rapport 2023 de contrôle des niveaux sonores a été consulté (ENCEM - dossiers n° T 7993 & T8290).

Celui-ci, pour lequel deux campagnes de mesure ont été réalisées, soit le 2 juin 2023 pour la période diurne et le 11 août 2023 pour la période nocturne, montre un dépassement d'émergence en ZER 2 (habitation à l'est-nord-est du site à proximité de la RD 34), entre 5h47 et 6h17 du matin, alors même que le bruit généré par l'activité exercée sur le site n'est pas perceptible depuis ce point.

En conclusion, le rapport précise que l'horaire de réalisation de la mesure correspond à un horaire d'affluence marqué par le passage de voitures, mais également de poids-lourds.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard du dépassement d'émergence au niveau du point ZER 2, il est demandé à l'exploitant de procéder à une nouvelle campagne de mesure, pour confirmer que ce dépassement n'est pas lié aux activités exercées sur le site ; cette campagne pouvant être réalisée sur une plage horaire moins impactante en termes de circulation routière, à partir du moment que cette dernière corresponde à une plage représentative du fonctionnement du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 22.2

Thème(s) : Risques chroniques, Vitesses particulières

Prescription contrôlée :

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

[...]

Constats :

Le rapport en lien avec la dernière mesure des niveaux de vibration, réalisée fin août 2024 par la société TITANOBEL, n'étant pas encore disponible, l'inspection des installations classées a consulté le rapport associé aux mesures effectuées le 18 octobre 2023.

L'examen du rapport précité a permis de constater que les vibrations générées par le tir de mines étaient inférieurs au seuil de déclenchement ($< 0,3 \text{ mm/s}$) des 3 capteurs sismiques positionnés dans l'emprise du site.

Type de suites proposées : Sans suite